

AMENAGEMENT D'UNE AGENCE BANCAIRE ET PRETS SUR GAGES DU CREDIT MUNICIPAL

ESPACE VERDENES
6, route des Verdènes – 83480 Puget sur Argens

DCE

Pièce n°

05

CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES

MAITRISE D'OUVRAGE



**CREDIT MUNICIPAL
PLACE BESAGNE BAT A
83000 TOULON**

MAITRISE D'ŒUVRE



IMPACT AGENCEMENT
CS 80544 – 1140 rue André Ampère
13594 AIX EN PROVENCE
Tel : 04 42 63 39 75– Fax : 04 42 92 11 78
hduquesnois@impact-agencement.fr
Sandrine.bordas@impact-agencement.fr

BET VRD ET BATIMENT



MODUO
40, rue de l'Harmonie
59262 SAINGHIN-EN-MELANTOIS
Tel : 03.28.76.14.00 Fax : 03.20.64.17.82
moduo@moduo.fr

BET FLUIDES

Bureau d'études climatiques Ph BOTELLA
Résidence Comtes Nord B2
3 Bd des Bouires
13012 MARSEILLE
Tél : 06 28 34 53 25
[Mail : phbotella@free.fr](mailto:phbotella@free.fr)

BET CFO/CFA



DBA INGENIERIE
124 Rue de la Farigoule
84200 CARPENTRAS
Tél : 06.86.80.71.47
[Mail : adossantos@betdba.fr](mailto:adossantos@betdba.fr)

Date

JUIN 2017

Indice

A

Modification

SOMMAIRE

1. GENERALITES	4
1.1 OBJET	4
1.2 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.....	4
1.3 OBJET DU C.C.T.P.	4
1.4 REFERENCE DES MARQUES - AGREMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS - VARIANTE.....	4
1.5 VARIANTES OBLIGATOIRES	4
1.6 CADRE DU DEVIS QUANTITATIF.....	4
1.7 OFFRES ET MISE EN OEUVRE	4
1.8 PRORATA – INSTALLATION DE CHANTIER – HYGIENE ET SECURITE	6
2. ETUDES ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
2.1 OBSERVATIONS DES REGLEMENTS	6
2.2 DOCUMENTS GRAPHIQUES ET ETUDES D'EXECUTION.....	6
2.3 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT	7
2.4 RESERVATIONS – PERCEMENTS – REBOUCHAGES – SCELLEMENTS – RACCORDS, ETC	7
2.4.1 Prescriptions générales.....	7
2.4.2 Réservations au coulage et / ou à la préfabrication.....	8
2.4.3 Douilles – Rails et autres éléments incorporés au coulage.....	8
2.4.4 Canalisations incorporées au coulage	8
2.4.5 Cas d'impossibilité de réservations ou incorporations	8
2.4.6 Percements dans des maçonneries et ouvrages autres que le béton	8
2.4.7 Tranchées, Gaines dans les maçonneries et cloisons	8
2.4.8 Scellements	9
2.4.9 Rebouchages	9
2.4.10 Fourreaux.....	9
2.4.11 Raccords	9
2.4.12 Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé.....	9
2.4.13 Respect des isollements phoniques et thermiques	9
2.5 OUVRAGES DE SECOND ŒUVRE SOLIDAIRES DES MAÇONNERIES	9
2.6 IMPLANTATION DES OUVRAGES – TRAIT DE NIVEAU	10
2.7 MISE EN ŒUVRE – ASSEMBLAGE ET FIXATION	10
2.8 ECHAFAUDAGES.....	10
2.9 TRANSPORTS ET LEVAGES.....	10
2.10 INTERVENTIONS EN PLUSIEURS PHASES	10
2.11 TRAVAUX SPECIAUX	10
2.12 CONFORMITE A LA REGLEMENTATION « SECURITE INCENDIE »	10
2.13 ECHANTILLONS.....	11
2.14 ELEMENTS « MODELES ».....	11
2.15 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX.....	11
2.15.1 Généralités	11
2.15.2 Produits de marque.....	11
2.15.3 Agréments – Essais - Analyses	11
2.16 AUTO CONTROLE ET ESSAIS	12
2.17 PROPRETE DU CHANTIER	12
2.17.1 Propreté du chantier - Détériorations.....	12
2.17.2 Nettoyage.....	13
2.17.3 Protection des voies et des riverains.....	13
2.17.4 Garde des ouvrages	13

2.18	PROTECTION DES OUVRAGES.....	13
2.18.1	Protection des ouvrages des autres corps d'état	13
2.18.2	Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages	13
2.19	REMISE EN ETAT DES LIEUX	14
3.	SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	15
3.1	CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	15
3.2	PLANNING.....	15
3.3	HYPOTHESES DESITE	15
3.4	SURCHARGES D'EXPLOITATION	15
3.5	REGLEMENTATION THERMIQUE.....	15

1. GENERALITES**1.1 OBJET**

Le présent document a pour but de définir les Prescriptions communes à chaque lot pour concernant l'opération d'Aménagement d'une agence bancaire et prêt-sur-gages pour le compte du Crédit Municipal de TOULON

Ces ouvrages seront réalisés à l'adresse suivante ESPACE VERNEDE 6 route des vernèdes – 83480 PUGET SUR ARGENS

Les documents, base de la consultation, définissent les travaux, les prescriptions techniques ainsi que les conditions d'exécution et de mise en œuvre visant à la réalisation complète des ouvrages.

1.2 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Pour toute demande de renseignements complémentaires, les entreprises pourront s'adresser au :

- Maître d'œuvre mandataire : IMPACT AGENCEMENT

1.3 OBJET DU C.C.T.P.

Les plans et C.C.T.P. forment un tout et se complètent mutuellement pour exprimer le programme du Maître d'Ouvrage dans la hiérarchie des besoins des utilisateurs, des conditions d'implantation et des moyens attribués.

Les plans constituent la représentation graphique des formes et des volumes.

Les pièces graphiques consistent en l'ensemble des plans architecte et des plans techniques établis par le bureau d'études.

Les entreprises consultées devront prendre connaissance du dossier complet tous corps d'état, de façon qu'elles puissent établir un prix après avoir bien jugé des problèmes de coordination entre corps d'état, d'approvisionnement et des délais qu'elles devront respecter en cours de travaux pour réaliser leur prestations dans l'intégralité de leur spécialité.

Elles ne pourront se prévaloir de ne pas avoir eu connaissance du dossier tous corps d'état.

1.4 REFERENCE DES MARQUES - AGREMENT DES MATERIAUX ET PRODUITS - VARIANTE

La description de certains matériaux ou produits dans le C.C.T.P. est accompagnée de la référence à un article d'une marque nommément désignée dans le seul but de définir le niveau de qualité exigé.

L'entrepreneur a la faculté de faire agréer par le Maître d'œuvre un article d'une autre marque sous réserve que les dispositions qualitatives ou dimensionnelles du matériau ou produit soient équivalentes et conformes aux prescriptions des normes, labels ou documents qui s'y rapportent.

Tout ouvrage de caractéristiques différentes de celles prévues dans les marchés ou dont les plans et échantillons n'auront pas obtenu l'agrément du Maître d'œuvre avant exécution pourra être refusé lors de la réception.

1.5 VARIANTES OBLIGATOIRES

L'entreprise est tenue de répondre aux VARIANTES OBLIGATOIRES décrites dans le C.C.T.P.

1.6 CADRE DU DEVIS QUANTITATIF

Les entreprises sont tenues de répondre impérativement sur le cadre de bordereau fourni par le Maître d'œuvre, après avoir été complété en fonction des pièces écrites et des plans Architecte.

Toute offre présentée sur un autre document informatisé ou redactylographié sera rejetée automatiquement.

L'entrepreneur devra signaler avant passation des marchés toutes anomalies reconnues sur la base du dossier d'appel d'offres.

1.7 OFFRES ET MISE EN OEUVRE

Les entreprises devront :

a) Avant leur remise d'offre :

- Avoir pris une parfaite connaissance des plans de conception ainsi que des prescriptions imposées par l'ensemble des pièces écrites du dossier d'appel d'offres et par tous les documents auxquels ces pièces peuvent se référer.

- Se rendre compte des difficultés d'accès au terrain, de circulation des engins et véhicules, de stockage du matériel et des approvisionnements, d'alimentation en eau, électricité, d'évacuation, d'installation et d'exploitation du chantier et en tenir compte dans leur proposition.

- Tenir compte, dans leur offre, des éventuelles contraintes de voisinage liées à la présence d'exploitations en service ainsi que des nuisances sonores, visuelles ou acoustiques générées par les travaux et qu'ils feraient subir aux ouvrages ou occupants proches du site.
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- Prévoir l'exécution, dans les règles de l'art, de tous les travaux de leur profession, nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage et au parfait fonctionnement des installations.
- Prévoir les moyens (personnel, matériel) suffisants pour que l'exécution de leur installation entre dans le cadre du délai général imparti.
- Signaler au Maître d'œuvre, les anomalies, omissions ou imprécisions qu'elles auraient pu déceler dans les différents documents du dossier d'Appel d'Offres, car il est spécifié que le présent descriptif n'est pas limitatif et que, par conséquent, les entrepreneurs ne pourront se prévaloir de la brièveté de ce dernier, d'une omission, d'une erreur ou d'un oubli dans ce dernier, pour refuser l'exécution d'un travail et l'achèvement d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage.

L'entrepreneur devra tous travaux explicitement ou implicitement indiqués ou nécessaires au parfait achèvement.

Tout travail supplémentaire exécuté sans ordre sera toujours considéré comme faisant partie intégrante du forfait.

Toute non concordance entre plans et descriptif ainsi que toute impossibilité par rapport aux ouvrages existants ou règlements en vigueur seront signalées en temps utile, et avant la signature des marchés.

Le fait de remettre une offre engage définitivement la responsabilité de l'entrepreneur, tant sur le plan technique que sur les sujétions d'exécution. Aucune réserve ultérieure ne pourra être formulée par l'entrepreneur pour quelque cause que ce soit, l'engagement de l'entrepreneur étant réputé forfaitaire.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

b) Avant la mise en œuvre :

- S'assurer sur place de la possibilité de suivre les côtes et les prescriptions du devis descriptif.
- Provoquer de la part du Maître d'œuvre, la production, de tous les renseignements nécessaires à l'établissement du calendrier d'exécution dans le délai global prévu à l'acte d'engagement, c'est à dire leurs prévisions :
 - * en effectif et qualification du personnel de Maîtrise et ouvriers
 - * en moyens matériels qu'elle compte utiliser
 - * des dates de commande des produits spéciaux ou manufacturés
 - * des dates de mise en fabrication en atelier
 - * des dates d'approvisionnement sur le chantier
 - * des dates et temps d'exécution des différentes phases d'intervention.

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer, en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre.

c) En cours de travaux :

- Informer le Maître d'œuvre en temps utile de tout retard prévisible dans l'exécution de certaines de leurs activités par suite de défauts d'approvisionnement, retard dans l'intervention d'un autre corps d'état, engin ou matériel accidenté, manque d'informations techniques etc. ...
- Pouvoir présenter à la demande du Maître d'œuvre, un certificat ou facture de leur fournisseur, garantissant que le choix des matériaux et des fournitures sont bien conformes aux Prescriptions du devis descriptif (C.C.T.P.)
- Prendre toutes les mesures utiles pour assurer la parfaite conservation des matériaux et fournitures, tant avant qu'après leur mise en œuvre, donc pouvoir répondre de leur état et de l'absence de défauts cachés.

- S'assurer auprès du Maître d'œuvre, avant toute commande de fournitures spéciales, articles préfabriqués ou manufacturés, que les éléments prévus au Marché ne seront pas modifiés, tant dans le nombre que dans les caractéristiques.

L'entreprise doit la fourniture et la pose des éléments nécessaires à la réalisation d'ouvrages complets, y compris tous les éléments de fixation, de collage, de jointoiment, de joints de dilatation, de calfeutrement, de solins et couvertines.

Les matériaux devront, soit être classés traditionnels, soit être sous avis technique favorable en cours de validité.

Les PV de classement de réaction au feu, avis techniques et certificats matière seront fournis aux Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et Contrôleur Technique.

Dans tous les cas, aucun ouvrage entraînant une augmentation de prix forfaitaire ne devra être entrepris sans ordre écrit de Castorama Travaux.

d) En fin de travaux :

Remettre cinq tirages et cinq exemplaires reproductibles sur CD Rom de leur dossier d'ouvrages exécutés (plans d'exécution, notes de calcul, fiches matériaux, notices d'utilisation, notices d'entretien, ...) au Maître de l'ouvrage après les avoir fait approuver par le Maître d'œuvre comme étant conformes aux travaux réalisés.

1.8 PRORATA – INSTALLATION DE CHANTIER – HYGIENE ET SECURITE

Chaque entreprise devra se soumettre au Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

La réalisation des travaux pour les installations de chantier se fera selon les prescriptions du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du CSPS, avant le début des travaux pendant la période de préparation de chantier.

Compte prorata : Sans Objet

2. ETUDES ET EXECUTION DES TRAVAUX

2.1 OBSERVATIONS DES REGLEMENTS

L'Entrepreneur titulaire d'un lot est réputé avoir été choisi comme spécialiste et connaître la réglementation, notamment :

- ✓ Règles générales de construction et règles de sécurité et du travail,
- ✓ Normes et documents techniques,
- ✓ Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.
- ✓ Réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite selon arrêté du 22/03/2007 modifié le 03/12/2007
- ✓ Réglementation thermique 2012

En conséquence, il devra signaler au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage avant signature du marché, tout manquement qu'il aura pu déceler et s'assurer que les travaux complémentaires à ceux de son corps d'état sont compris dans un autre lot ou feront l'objet d'une réalisation complémentaire antérieure ou postérieure.

Il devra signaler toute modification éventuelle de la réglementation effectuée après signature du marché et obtenir du Maître d'œuvre un ordre écrit préalable avant toute exécution pour mise en conformité.

2.2 DOCUMENTS GRAPHIQUES ET ETUDES D'EXECUTION

L'ensemble des travaux est défini par les plans des éléments principaux joints au dossier ; ces plans ont été établis par la maîtrise d'œuvre.

Tous les plans d'exécution, les plans de détails et les S.T.D. (y compris toutes études nécessaires à leur établissement) sont à la charge de l'entrepreneur qui les remettra, en un exemplaire au Maître d'Ouvrage et en trois exemplaires au Maître d'œuvre et au Bureau de contrôle au fur et à mesure des besoins du chantier, et, dans tous les cas, 15 jours au moins avant la date prévue pour l'exécution des ouvrages correspondants.

Les travaux ne pourront en aucun cas être commencés avant approbation de ces plans par le Maître d'œuvre et le Bureau de contrôle.

Ces plans et calculs devront être exécutés par un Ingénieur ou calculateur spécialisé, patenté, agréé préalablement par le Maître d'Ouvrage.

Les entrepreneurs resteront, malgré le visa du Maître d'œuvre, responsables de toutes les erreurs ultérieures qui pourraient être commises dans l'exécution des ouvrages.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de s'adjoindre le concours d'un Ingénieur Conseil ou d'un calculateur de son choix, qui assistera aux rendez vous de chantier, procédera à toutes les vérifications et contrôles qui lui sembleraient nécessaires.

Avant toute exécution, les entrepreneurs devront procéder à la vérification des cotes de tous les dossiers qui leur seront remis. Ils seront tenus de signaler en temps opportun, les erreurs ou omissions qu'ils pourraient relever.

Les entrepreneurs resteront seuls responsables des erreurs ou omissions ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour eux, l'oubli ou l'inobservation de cette clause.

Les plans d'exécution devront être conformes aux plans de conception et aux C.C.T.P. en respectant intégralement les dispositions architecturales, les dispositions techniques du projet et les contraintes réglementaires.

Le Maître d'œuvre, le Maître de l'ouvrage et l'Ingénieur conseil se réservent le droit de refuser tout plan ou détail qui ne serait ni conforme aux documents divers de l'appel d'offres ou de documents émis postérieurement à ce dernier par les précités, ni à l'esprit du projet.

Ces plans comporteront l'indication des réservations demandées par les corps d'état techniques principaux ou secondaires (trous, fourreaux, ...) à prévoir par les lots structuraux principaux à savoir les lots Gros Œuvre et Charpente et toutes les informations nécessaires aux autres entreprises (serrurerie, bardage métallique, couverture, étanchéité, etc. ...) pour permettre une parfaite réalisation des ouvrages.

2.3 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

2.4 RESERVATIONS – PERCEMENTS – REBOUCHAGES – SCHELLEMENTS – RACCORDS, ETC ...

2.4.1 Prescriptions générales

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur de gros œuvre, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages étant formellement interdits.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné, c'est à dire, le propriétaire de l'ouvrage.

Les entrepreneurs sont tenus de fournir à la Maîtrise d'œuvre, et avant le démarrage des travaux, les plans de réservations à laisser dans les éléments de gros œuvre tels que : béton (armé ou non) et maçonnerie.

Au cas où ces plans ne seraient pas fournis ou s'ils étaient fournis incomplets, ils pourraient être établis, sans mise en demeure préalable, par le Maître d'œuvre et aux frais, risques et périls des entrepreneurs défaillants.

L'entrepreneur du présent lot doit inclure dans ses prix toutes les sujétions inhérentes à la réservation des trous, niches, rainures, feuillures, prises, tampons, etc. ... ainsi que les rebouchages et scellements de ses réservations et aux raccords qui en résulteraient.

D'autre part, si les ouvrages ici visés ont été exécutés par le corps d'état intéressé, d'une façon défectueuse, ils seront refaits à ses frais par le maçon.

2.4.2 Réservations au coulage et / ou à la préfabrication

Tous les entrepreneurs dont l'exécution des ouvrages de leur marché nécessite des percements, passages, trous, gaines, etc. dans les ouvrages en béton et en béton armé, ainsi que dans les éléments préfabriqués le cas échéant, établiront des plans de réservations donnant les implantations, dimensions et autres indications utiles concernant ces réservations.

Ces plans de réservations devront être transmis à l'entrepreneur de gros œuvre ou de dallage, dans le délai fixé, avec copie au maître d'œuvre.

L'entrepreneur de gros œuvre sera tenu de prévoir toutes les réservations conformément aux plans qui lui auront été remis.

La fourniture des caissons de coffrage, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc. nécessaires pour les réservations sera à la charge de l'entrepreneur de gros œuvre.

Chaque entrepreneur sera tenu de s'assurer que les réservations demandées ont été prévues par le gros œuvre conformément aux plans remis, et il devra, le cas échéant, signaler immédiatement au maître d'œuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.

Toutes les réservations qui n'auraient pas été effectuées au coulage ou à la préfabrication seront obligatoirement exécutées par le gros œuvre, et les frais en seront supportés :

- par l'entrepreneur du corps d'état concerné dans le cas où son plan de réservations serait incomplet ou inexact ;
- par l'entrepreneur de gros œuvre dans le cas d'une omission ou erreur de sa part.

Mêmes spécifications pour ce qui est des réservations mal positionnées, le cas échéant.

2.4.3 Douilles – Rails et autres éléments incorporés au coulage

L'entrepreneur de gros œuvre devra la mise en place au coulage de toutes douilles, rails ou autres éléments métalliques ainsi que tous taquets et blochets en bois nécessaires à la réalisation des travaux des autres corps d'état, et ce dans tous les ouvrages en béton ou préfabriqués.

Ces pièces seront fournies en temps utile au gros œuvre par le corps d'état concerné.

Les entrepreneurs concernés fourniront au gros œuvre ou au titulaire du lot dallage tous plans et dessins cotés concernant ces incorporations, et ils en contrôleront la mise en œuvre en temps voulu, comme il est dit ci-dessus pour les réservations.

2.4.4 Canalisations incorporées au coulage

Dans le cas où des conduits électriques ou autres canalisations sont prévus posés dans des ouvrages en béton ou préfabriqués, ces conduits ou tubes seront mis en place et maintenus dans les coffrages par les entrepreneurs concernés avant le coulage du béton.

En cas de désordres constatés lors du décoffrage, les entrepreneurs en question feront leur affaire de tous travaux de reprises nécessaires.

Les frais de ces reprises seront à la charge de l'entreprise responsable des désordres.

2.4.5 Cas d'impossibilité de réservations ou incorporations

L'entrepreneur de gros œuvre pourra ne pas être tenu de réaliser certaines réservations, incorporations, etc. qui lui seraient demandées par les autres corps d'état, dans le cas où une impossibilité technique viendrait à apparaître. Il appartiendra alors à l'entrepreneur de gros œuvre d'apporter la preuve de cette impossibilité avec toutes justifications techniques valables à l'appui.

Dans ce cas, l'entrepreneur demandeur aura à trouver une autre solution d'exécution.

2.4.6 Percements dans des maçonneries et ouvrages autres que le béton

Les percements dans tous les murs en maçonnerie ainsi que dans les cloisons et ouvrages autres qu'en béton seront exécutés par les entrepreneurs concernés.

Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'entrepreneur devra obtenir l'accord du maître d'œuvre avant d'exécuter ses percements.

2.4.7 Tranchées, Gaines dans les maçonneries et cloisons

Mêmes prescriptions que pour les percements.

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.

Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

2.4.8 Scellements

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans le cas de scellement dans des parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Les scellements devront toujours être arasés de 0,010 environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

2.4.9 Rebouchages

Mêmes prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.

2.4.10 Fourreaux

Les fourreaux seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf dans le cas où, pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de deux locaux privatifs, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat, assurant l'isolement phonique.

2.4.11 Raccords

Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie - plâtrerie - carrelage - revêtements minces - peinture - etc.).

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.

La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc.

2.4.12 Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé

Dans le cas où, par suite de modifications intervenues après réservation, des percements seraient nécessaires dans des ouvrages en béton ou béton armé, ils pourront être réalisés sous réserve de répondre aux conditions suivantes :

- accord de l'ingénieur chargé des études de béton armé et, le cas échéant, du bureau de contrôle et de l'entrepreneur de gros œuvre ;
- exécution par l'entrepreneur de gros œuvre ;
- exécution, dans le cas d'ouvrages horizontaux en béton, obligatoirement du bas vers le haut.

Tous les rebouchages dans les ouvrages en béton et béton armé devront être réalisés avec un béton d'un dosage équivalent à celui du béton exécuté. Dans le cas où un entrepreneur procéderait à des rebouchages ne répondant pas à cette condition, ces rebouchages seraient démolis et refaits par l'entreprise de gros œuvre aux frais de l'entrepreneur en cause.

2.4.13 Respect des isolements phoniques et thermiques

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur d'isolements phonique et thermique de la paroi concernée.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine des isolements phonique et thermique de la paroi.

2.5 OUVRAGES DE SECOND ŒUVRE SOLIDAIRES DES MAÇONNERIES

Les parties d'ouvrages telles que huisseries, bâtis de portes, menuiseries métalliques, châssis divers, pièces ensemble serrurerie, etc. ... seront posées (sauf dispositions contraires précisées, soit sur le chantier en accord avec le Maître d'œuvre soit aux descriptifs particuliers C.C.T.P.) dans les conditions suivantes :

L'entreprise titulaire du lot :

- ✓ effectuera la pose, le réglage et un calage solide de ses ouvrages,

- ✓ vérifiera, avant que les scellements soient pratiqués, par l'entreprise du lot Maçonnerie, dans les cloisons ou
- ✓ les ouvrages en béton armé ou non, qu'il n'y a pas eu de modifications des réglages et, le cas échéant, exécutera elle-même les rectifications nécessaires.

De son côté, l'entreprise du lot Maçonnerie informera les entreprises intéressées qu'elle va procéder aux scellements et leur indiquera toutes parties d'ouvrages dérégées ou décalées.

Tout défaut d'alignement, de niveau ou d'aplomb donnera lieu, de la part de l'Architecte, à un ordre de dépose et repose correcte des parties d'ouvrages défectueux. Il pourra également en ordonner le remplacement s'il le juge nécessaire, sans qu'aucune des entreprises mises en cause ne puisse prétendre à une indemnité quelconque pour ces travaux de reprise dues à malfaçon.

2.6 IMPLANTATION DES OUVRAGES – TRAIT DE NIVEAU

L'implantation générale et sa matérialisation est à la charge du lot Gros Œuvre. L'implantation des ouvrages sera réalisée conjointement par les entreprises chargées de ces ouvrages, et à leurs frais.

L'entrepreneur de gros œuvre est seul responsable du niveau des bâtiments.

Il fera tracer et entretenir, à ses frais, à un mètre au-dessus du niveau du sol fini, un trait de niveau, avant et après les enduits, sur les murs en maçonnerie, sur les cloisons et sur les bardages, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Il veillera à utiliser un produit effaçable sur les parements restant apparents.

Les entreprises intéressées par l'implantation intérieure des aménagements exécutés par l'entrepreneur des lots Gros Œuvre et Charpente sont tenues de prendre connaissance de la dite implantation dès que cette dernière sera effectuée et de faire leurs observations au Maître d'œuvre.

En cas d'inobservation de cette clause, les entrepreneurs resteront seuls responsables des modifications qui pourraient être entraînées dans l'exécution de leurs travaux.

2.7 MISE EN ŒUVRE – ASSEMBLAGE ET FIXATION

La mise en œuvre sera réalisée conformément à l'avis technique ou au cahier des charges du procédé. Elle devra être réalisée en parfaite concertation avec les titulaires des autres lots.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des tranchées de canalisation, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas ;
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- la signalisation de jour et de nuit, et tous autres équipements de sécurité qui s'avéreraient nécessaires.

2.8 ECHAFAUDAGES

Les entrepreneurs devront, chacun en ce qui le concerne, fournir les échafaudages nécessaires à leurs travaux.

2.9 TRANSPORTS ET LEVAGES

Chaque entrepreneur sera tenu d'assurer les différents transports, manutentions, levages dont il aura besoin pour ses travaux et de fournir en conséquence les moyens nécessaires en personnel et en matériel.

Le matériel devra être en parfait état de marche et posséder les agréments et certificats requis par les instances administratives.

Le personnel de conduite devra être qualifié pour le type de matériel utilisé.

2.10 INTERVENTIONS EN PLUSIEURS PHASES

L'entrepreneur doit tenir compte, dans l'évaluation du coût de ses prestations, d'une intervention éventuelle en plusieurs phases pour la réalisation complète des ouvrages relevant de son lot.

2.11 TRAVAUX SPECIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

2.12 CONFORMITE A LA REGLEMENTATION « SECURITE INCENDIE »

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation " Sécurité Incendie ", les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

2.13 ECHANTILLONS

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs à l'endroit spécifié par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été acceptée par le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage et dûment notifié au CR de chantier.

2.14 ELEMENTS « MODELES »

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de " modèle ".

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

2.15 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

2.15.1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

2.15.2 Produits de marque

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque.

Les marques et modèles, indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention " ou équivalent ", ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalent en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

3.3 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

2.15.3 Agréments – Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

2.16 AUTO CONTROLE ET ESSAIS

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'une mauvaise réalisation, les entreprises devront comprendre dans leur offre, leur programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect et procéder pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques qui leur incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978.

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Il est rappelé que le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- ✓ Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- ✓ Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou aux Règles de l'Art.
- ✓ Au niveau du stockage, l'entrepreneur veillera à ce que les conditions de stockage sur site n'altèrent pas la qualité et ne compromettent pas la destination des ouvrages qu'il aura fabriqués et livrés.
- ✓ Au niveau de la réception, Les entreprises devront, avant la réception des travaux, effectuer tous les essais de bon fonctionnement des installations et de solidité des ouvrages. Les résultats de ces vérifications et essais seront consignés dans des procès verbaux diffusés au maître d'œuvre.

Les essais et vérifications concernent les installations ou travaux suivants:

- * dallages, étanchéité, béton, selon leurs D.T.U. respectifs,
- * réseau d'eau et d'assainissement, évacuations
- * chauffage, ventilation mécanique, climatisation, production d'eau chaude
- * installations électriques, courants faibles, contrôle d'accès

Si les essais et contrôles effectués par l'entreprise ne s'avéraient pas satisfaisants au regard des technologies utilisées, la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter aux frais de l'entreprise, tous les essais et contrôles qu'elle jugerait nécessaires.

Les tolérances admises en exécution sont celles fixées par les normes en vigueur.

Tout travail ou matériel de qualité défectueuse sera refusé.

Si des malfaçons sont découvertes après réception, la remise en état restera à charge de l'entrepreneur qui devra en outre prendre en charge le coût de l'intervention éventuelle des autres corps d'état.

L'entrepreneur devra fournir les procès verbaux de résistance au feu des matériaux, les labels acoustiques ainsi que toute autre spécification exigée par les pièces écrites, les normes, les demandes de la Maîtrise d'œuvre ou du Contrôleur Technique.

2.17 PROPRETE DU CHANTIER

2.17.1 Propreté du chantier - Détériorations

Le chantier et ses abords devront conserver pendant toute la durée des travaux, un aspect d'ordre et propreté, et ce, jusqu'à la réception.

Chaque corps d'état sera donc tenu, sans attendre l'injonction du Maître d'œuvre:

- ✓ de procéder au stockage ordonné et rationnel de ses matériaux, fourniture et matériel dont les surplus ne devront pas séjourner inutilement sur le chantier et être évacués rapidement.
- ✓ d'effectuer de fréquents nettoyages de tous ses postes de travail et un nettoyage systématique et complet de chaque poste en fin de travaux, de procéder à de fréquents transports de gravois depuis les postes de travail jusqu'à la décharge publique.
- ✓ de procéder, avant toute intervention dans un local où, tout ou partie de ses prestations d'autres corps d'état sont déjà exécutées, à un examen des lieux et de l'équipement, et de signaler au Maître d'œuvre les détériorations éventuelles qu'il aurait pu constater. Faute de se conformer à cette formalité il serait responsable des dégâts qui seraient découverts après son passage et leurs réfections seraient effectuées, à ses frais, par les entreprises désignées par le Maître d'œuvre.
- ✓ de vérifier, avant la réception, avec l'ensemble des autres corps d'état, que les lieux et leur équipement pourront être utilisés, c'est à dire nets de toute tâche, souillure ou détérioration.
- ✓ tout entrepreneur mettant en œuvre des produits manufacturés ou préfabriqués sera responsable de la conservation et de la protection de ces produits, avant et après pose.
- ✓ Si des détériorations d'ordre quelconque, du fait du manque de précaution de l'entrepreneur amènent la Maîtrise d'œuvre à ordonner le remplacement de ces produits, ce remplacement devra être effectué par l'entreprise, sans aucun supplément de prix.
- ✓

2.17.2 Nettoyage

Le nettoyage général du chantier avant réception s'effectuera aux frais des entreprises et sera effectué par une société spécialisée.

Cependant, il est rappelé que le chantier devra toujours être dans un bon état de propreté durant la totalité des travaux et qu'à ce titre, le titulaire du présent lot doit un nettoyage régulier. Tout manquement impliquera appel à une société spécialisée, cette prestation étant bien évidemment retenue sur la situation du titulaire défaillant.

L'état de propreté des roues des camions à la sortie du chantier sera systématiquement vérifié.

Dans le cas de non respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage pourront à tout moment faire procéder, par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause ou, dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte prorata.

2.17.3 Protection des voies et des riverains

L'entrepreneur sera responsable des dommages causés par ses engins et camions sur la voirie publique ou privée.

L'entrepreneur prendra toutes précautions pour éviter, dans la limite du possible, les chutes de pierres ou de matériaux sur les voies publiques ou privées empruntées par son matériel.

Il effectuera, en permanence, les nettoyages et ébouages nécessaires, la sortie du chantier sera matérialisée par des panneaux réglementaires, les dépenses correspondantes étant entièrement à sa charge.

L'entrepreneur est tenu de prendre à sa charge tous les désordres pouvant être subis par les riverains du fait du chantier :

- occupation temporaire
- privation de jouissance
- désordres causés aux constructions voisines.

Il devra établir, à ses frais, chaque fois que cela sera nécessaire, tout constat d'huissier avant et pendant la durée de l'exécution de ses travaux.

2.17.4 Garde des ouvrages

Il est rappelé, conformément aux textes en vigueur, que chaque entreprise titulaire d'un marché est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception de ceux-ci faite par le Maître d'Ouvrage, assisté du Maître d'œuvre.

De même, elle doit la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception.

2.18 PROTECTION DES OUVRAGES

2.18.1 Protection des ouvrages des autres corps d'état

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

2.18.2 Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches d'escaliers, où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

2.19 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- l'entrepreneur du lot VRD aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ; cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à

la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

3. SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**3.1 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

ERP Type M de 5ème Catégorie

3.2 PLANNING

Le local est vide d'occupation.

Le planning (pièce N°8 du DCE) précise ce point.

3.3 HYPOTHESES DESITE

Le présent ouvrage est situé sur la commune d'ANGOULEME (16000) et relève au niveau climatique:

- Vent : zone 2
- Neige : SO pas de travaux structurels

Risques sismiques : Bâtiment situé en Zone 2 (EUROCODE 8)

Sont basées sur ce dossier, les entreprises tiendront compte de ses hypothèses et conclusions.

3.4 SURCHARGES D'EXPLOITATION

Les entreprises, et en particulier les lots STRUCTURE, respecteront les surcharges et conditions d'exploitation indiquées :

Planchers :

Bureaux et locaux sociaux	: 3.5 kN/m ²
Planchers sur locaux techniques	: 8 kN/m ²

3.5 REGLEMENTATION THERMIQUE

L'ensemble des entreprises du chantier devront respecter la réglementation thermique RT2012.